



**PRÉFET  
DE L'EURE-  
ET-LOIR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du  
Logement Centre-Val de Loire**

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 11/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SMB**

La Michellerie

28150 PRASVILLE

Références : 2647/RAPVI/CF/IC220506  
Code AIOT : 0010002647

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2022 dans l'établissement SMB implanté Remise de la Bête - Remise de Chesnay 28150 PRASVILLE. L'inspection a été annoncée le 03/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMB
- Remise de la Bête - Remise de Chesnay 28150 PRASVILLE
- Code AIOT : 0010002647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Exploitation d'une carrière de calcaire.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite d'inspection du 29/09/2021
- APMD du 12/04/2021
- Installation de lavage

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Bruit - APMD	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 6.2.2	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/04/2021	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Remise en état - cote - APMD	AP Complémentaire du 20/03/2018, article 3	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/04/2021	Sans objet
3	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 9.4.1	/	Sans objet
5	Extraction à sec	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 2.3.4.1	/	Sans objet
16	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 05/12/2012, article 2.4.3.2.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remise en état - surfaces - APMD	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 1.6.2.1	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/04/2021	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 5.1	/	Sans objet
7	Traitement eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 4.3.4	/	Sans objet
8	Eaux de ruissellement - rejets	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 4.3.8.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	NC7 de la visite du 29/09/2021	Sans objet
10	Tirs de mine	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 6.3.1	/	Sans objet
11	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 4.1.1	NC4 de la visite du 29/09/2021	Sans objet
12	Installation de lavage - recyclage	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 8.2.1	/	Sans objet
13	Installation de lavage - flocculants	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 8.2.3	/	Sans objet
15	Installation de lavage - assèchement des boues - période 2 et +	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 8.2.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 1.6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Période quinquennale 2  S1 : 21,18 ha  S2 : 23,29 ha  S3 : 2,37 ha</p> <p>Modifié par APC du 20/01/2022 :</p> <p>Période 2 (juin 2017 - mai 2022)  S1 : 29,5207 ha  S2 : 38,9159 ha  S3 : 3,225 ha</p> <p>Période 3 (juin 2022 - mai 2027)  S1 : 31,2629 ha  S2 : 42,3939 ha  S3 : 4,158 ha</p> <p>S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.  S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.  S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> APMD du 12/04/21(art. 1) : Respecter les surfaces S1 et S2 dans un délai de 10 mois</p> <p>Suite au dépôt d'un dossier de porter à connaissance visant à augmenter les surface S1, S2 et S3 et à la mise en cohérence du montant des garanties financières, celles-ci ont été modifiées par arrêté préfectoral du 20/01/2022 :  Période 2 (juin 2017 - mai 2022)  S1 : 29,5207 ha  S2 : 38,9159 ha  S3 : 3,225 ha</p> <p>Un plan des surfaces S1; S2 et S3 établi au 01/06/2021 par un géomètre expert (AGEA) a été transmis avec le rapport annuel :  S1 = 24,7669 ha  S2 = 36,6755 ha  S3 = 2,0177 ha</p> <p>Le plan d'exploitation établi le 08/12/2021 et consulté sur site le jour de la visite d'inspection ne définit pas les surfaces S1, S2 et S3. Il conviendrait que ces surfaces soient calculées lors de l'établissement de tous les plans d'exploitation pour un bon suivi de l'activité de la carrière.</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis le calcul des surfaces S1, S2 et S3 par un géomètre expert, à la date du plan d'exploitation précité :  S1 = 24,7669 ha  S2 = 36,6880 ha</p>

S3 = 2,2953 ha
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Remise en état - cote - APMD**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/03/2018, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cote de remblaiement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La remise en état du site consiste en un remblayage partiel du secteur "Prasville II" et un remblayage jusqu'à la cote naturelle des secteurs "Prasville III Est" et "Prasville III Ouest".</p> <p>En particulier, la remise en état du secteur "Prasville II" consiste à un retour à la cote comprise entre 134,0 m NGF au Nord et 130 m NGF au Sud-Est. Le talutage des abords de la cuvette doit constituer des pentes de 3 % maximum.</p>
<b>Constats :</b> Dépassement de la cote finale des terrains remis en état au niveau du secteur Prasville II.
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite d'inspection du 29/09/2021, il a été constaté que le le retour à la côte de Prasville II n'est pas compris entre 134 et 130 mNGF, mais proche de 140 m NGF.</p> <p>APMD 12/04/2021 (art. 1) : Respecter la côte finale des terrains remis en état au niveau du secteur Prasville II dans un délai de 10 mois (cote supérieure constatée)</p> <p>L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance le 04/04/2022 en vue de solliciter une modification de la topographie de remise en état (cote à 140 m NGF sur les parties Nord et Ouest de la carrière) pour plus de cohérence avec la topographie initiale.</p> <p>La demande de l'exploitant est en cours d'instruction. Dans l'attente, le constat est maintenu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adapté à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li> <li>• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li> <li>• les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• le positionnement des fronts ;</li> <li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection ;</li> <li>• Les périmètres de sécurité définis à l'article 2.2.4. nécessitant une adaptation des tirs, des modalités d'extraction ou des mesures d'interruption de la circulation.</li> </ul> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan est réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<p><b>Constats :</b> Absence de transmission d'un rapport annuel d'exploitation comportant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation.</p> <p>Absence de présentation du calcul des surfaces S1, S2 et S3 en annexe du plan d'exploitation.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a transmis le 28/02/2022 les rapports et registres d'autosurveillance relatifs à l'exploitation de la carrière. Néanmoins, il ne présente pas les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation.</p> <p>Le plan d'exploitation daté du 08/12/2021, consulté sur le site de la carrière, ne consigne pas en annexe le résultat du calcul des surfaces S1, S2 et S3. Il présente néanmoins les surfaces en exploitation, d'infrastructures, découvertes, remblayées et remises en état.</p> <p>Le plan d'exploitation fait apparaître les autres informations requises.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 4 : Plan de gestion des déchets d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis la révision quinquennale du plan de gestion des déchets d'extraction le 22/03/2022
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 2.3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le carreau de la carrière a pour cote minimale 127 mètres NGF. Le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 3 mètres NGF au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales.
<b>Constats :</b> Au droit de la zone Prasville 3 Ouest en cours d'exploitation, le fond de fouille est susceptible d'être à moins de 3 m de la côte des plus hautes eaux décennales.
<b>Observations :</b> Suite à la visite d'inspection du 29/09/21 l'inspection a demandé à l'exploitant la transmission d'une étude altimétrique de la nappe, afin de justifier que le fond de fouille est à au moins 3 m au-dessus de la côte des plus hautes eaux décennales.  L'exploitant a transmis une étude des niveaux piézométriques décennaux datée du 07/01/2022 réalisée par le bureau d'études GINGER BURGEAP Les conclusions de l'étude sont les suivantes : "Le projet est concerné par la nappe de la Beauce. Compte tenu des niveaux piézométriques relevés par Lafarge/SMB sur la période 2009-2020 le niveau d'étiage le plus sévère en août 2012 a été retenu. Seuls les piézomètre Pz2 à Pz4 faisaient l'objet d'un suivi à cette époque. Pour extrapoler le niveau de nappe de l'ensemble des piézomètres du site (Pz1, Pz5 à Pz18) l'écart entre les niveaux d'août 2020 et août 2012 (soit 2,05 m) a été déterminé. Le suivi piézométrique au droit de la carrière n'étant pas continu et sur une période globale trop courte pour estimer un temps de retour décennal, le battement de nappe maximal de récurrence décennale est déterminé sur la base des suivis piézométriques régionaux ADES. D'après la comparaison des suivis piézométriques de la nappe de la Beauce, le puits de Fains-la-Folie situé 5,2 km au sud-ouest de la carrière présente des amplitudes similaires à celles des piézomètres de la carrière de Prasville et les variations sont synchrones. Afin d'estimer un ordre de grandeur du battement décennal de la nappe de la Beauce, nous avons utilisé les cotes annuelles maximales du suivi piézométrique effectué sur le puits de Fains-la Folie sur la période 1993-2020. Le battement de nappe retenu pour un évènement décennal pour la nappe de la Beauce dans le secteur d'étude est de 5 m. Les niveaux décennaux calculés sont compris entre 125,5 et 120 m NGF sur l'ensemble du site, les sens d'écoulements sont globalement orientés vers le Sud-Est. Dans les secteurs « Prasville 2 » et « Prasville 3 Est » les niveaux sont compris entre 120 et 121.5 m NGF, tandis que dans la zone « Prasville 3 Ouest » les niveaux sont compris entre 125,5 et 120.5 m NGF."
Ainsi, au droit de la zone Prasville 3 Ouest en cours d'exploitation, le fond de fouille est susceptible d'être à moins de 3 m de la côte des plus hautes eaux décennales.
L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance en date du 04/04/2022, en cours d'instruction, afin de demander une modification de la cote de fond de fouille suite à l'étude altimétrique et ainsi pour garantir le respect des 3 m
Le plan d'exploitation daté de décembre 2021 a été consulté. Les cotes les plus basses dans les zones d'extraction sont 128,25 m (Prasville II Nord), 128,5 m (Prasville II Ouest) et 127,00 (carreau de l'installation de traitement)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Bruit - APMD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emergence sonore
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement</p> <p>* Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)  PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés  6 dB(A)  PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h, ainsi que dimanches et jours fériés  4 dB(A)</p> <p>* Supérieur à 45 dB(A)  PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés  5 dB(A)  PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h, ainsi que dimanches et jours fériés  3 dB(A)</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.  La position des points 1 à 5 en zone à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 8.</p>
<b>Constats :</b> Dépassement de l'émergence nocturne au niveau des ZER 1 et 2.
<p><b>Observations :</b> APMD du 12/04/21(art. 1) : Respecter les émergences et valeurs limites des niveaux sonores, dans un délai de 12 mois</p> <p>Le rapport de mesure de bruit réalisé par ENCEM en septembre 2021, présenté en version provisoire lors de la visite d'inspection précédente du 29/09/21 montre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les mesures d'émergence diurne montrent des résultats conformes</li> <li>- Les mesures d'émergence nocturne montrent des valeurs de 6 dB (ZER n°1) et 4,5 dB (ZER n°2), pour des valeurs limites admissibles respectives de 4 et 3 dB. Les autres mesures sont conformes.</li> </ul> <p>L'étude acoustique du 14/09/2021 transmise par l'exploitant conclut que pour que les niveaux sonores de bruit soient conformes aux valeurs limites admissibles, la foreuse devra être changée et des merlons devront être réalisés.</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 29/09/21, l'exploitant a répondu avoir mis en place les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- modification de la foreuse et utilisation uniquement en période diurne</li> <li>- Réalisation de mesure de bruit en septembre 2021 qui ont montré une baisse de l'impact et une conformité des mesures en période diurne</li> </ul> <p>et prévoir de réaliser en complément à échéance d'avril 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la réhausse et la création de merlons afin de réduire l'émergence nocturne</li> <li>- une mesure de bruit suite à la mise en place des merlons</li> </ul> <p>Le jour de la visite, l'exploitant indique avoir procédé à la création de merlons. Néanmoins, aucune mesure d'émergence n'a été effectuée depuis afin de confirmer l'impact positif de ces aménagements.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs que la circulation de poids lourds de la carrière SMBP à partir de 6h pourrait contribuer substantiellement au dépassement d'émergence nocturne.</p> <p>L'inspection indique qu'il conviendrait donc que des mesures comparatives avec et en l'absence de circulation soient effectuées.</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant indique que les mesures de bruit sont planifiées au cours de la deuxième quinzaine d'août.</p>

Dans l'attente de la transmission du rapport de mesure, le constat est maintenu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Traitement eaux de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les séparateurs d'hydrocarbures des installations de traitement sont nettoyés et vidangés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite d'inspection du 29/09/21 il a été constaté que l'entretien du séparateur à hydrocarbures de la zone lavage pods lourds n'a pas été fait en 2020 et 2021 (les deux dernières fiches d'intervention de la société SVR du 7/9/2021 et du 14/12/2020 font état du nettoyage d'un seul séparateur à hydrocarbures, celui de l'atelier, et le séparateur à hydrocarbures de la zone lavage poids lourds n'a pas été nettoyé et vidangé lors de ces interventions).  L'exploitant a transmis la fiche d'intervention de la société VIDANGES REUNIES SVR du 14/10/2021 : pompage et nettoyage de 2 séparateurs à hydrocarbures - et transmission du BSD pour 0,5 t d'eaux hydrocarburées (code déchet 13 05 07*) - réception dans installation de destination ECOPUR à Ormoy le 18/10/21
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Eaux de ruissellement - rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 4.3.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration éventuelle, les valeurs limites en concentration ci- dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : MEST : 35 mg/l DCO : 125 mg/l Hydrocarbures : 5 mg/l
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite d'inspection du 29/09/21, il a été constaté que les valeurs des MEST et des hydrocarbures sont supérieures aux valeurs limites admissibles en sortie du séparateur à hydrocarbures de l'atelier et les analyses des rejets issus du séparateur à hydrocarbures de la zone lavage poids lourds n'ont pas été réalisées.  L'exploitant a transmis : - le rapport d'analyses SYPAC du 15/11/2021 "deshuileur entrée" (prélèvements du 18/10/2021) : résultats conformes sauf DCO 502 mg/l - le rapport d'analyses SYPAC du 10/12/2021 "deshuileur roues" (prélèvements du 23/11/2021) : Résultats conformes  Le jour de la visite, l'exploitant a présenté les rapports d'analyses SYPAC correspondant à un prélèvement effectué le 04/04/2022 : les résultats sont conformes pour les deux points de rejet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Retombées de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.  Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour.  L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.  En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite d'inspection du 29/09/21 il est constaté un dépassement de la valeur limite de la moyenne annuelle glissante pour la jauge 4 (de type b) en 2020  Les rapports des campagnes de prélèvement trimestrielles de l'année 2021 ont été consultés : Pour ce qui concerne les jauges de type b les résultats sont les suivants : - jauge 3 : 66 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle - jauge 4 : 94 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle  L'exploitant indique avoir procédé à des opérations d'arrosage des pistes et des aires de terrassement lorsque la météo est favorable à des émissions de poussière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Tirs de mine**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibrations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Le registre chronologiques de suivi des tirs de mine et des mesures de vibrations pour 2021, transmis avec le bilan annuel a été consulté : aucun dépassements de l'intensité des vibrations n'a été constatés depuis la dernière visite (maximum à 1,10 mm/s au droit de la ferme objet du point de contrôle)  Les résultats enregistrés en 2022 montrent un maximum à 1,6 mm/s le 08/04/2022 au droit de la ferme objet du point de contrôle.  L'exploitant indique procéder à des tirs électroniques afin de réduire la charge d'explosifs.  Les mesures des vibrations sont effectuées en un unique point. Il serait pertinent que l'exploitant définisse d'autres points de mesures à Prasville.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Modifié par APC du 24/02/2016  Prélèvement maximal d'eau annuel : 105 000 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Le registre de consommation d'eau transmis par l'exploitant montre que 101 146 m <sup>3</sup> ont été consommés en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 12 : Installation de lavage - recyclage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation de lavage doit permettre le recyclage intégral des eaux utilisées. Les prélèvements dans la nappe ne compensent que les pertes par évaporation ou infiltration.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du site de l'installation de lavage, il est constaté que l'installation permet un recyclage des eaux de lavage au moyen d'une centrifugeuse. L'eau récupérée est stockée dans un bassin et réintroduite dans le process.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Installation de lavage - flocculants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 8.2.3.1 Composition Le flocculant utilisé contient moins de 200 ppm d'acrylamide monomère. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents du fournisseur justifiant que le flocculant utilisé respecte ce seuil (spécification technique du flocculant utilisé, etc...).  8.2.3.2 Stockage Les produits flocculant sont éloignés de l'ouvrage de prélèvement d'eau et stockés conformément à l'Article 7.4.3. du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant utilise un flocculant FLOPAM AN 934 SEP en poudre, stocké dans des big bags dans le bâtiment abritant l'installation de lavage. La fiche de données de sécurité de ce produit n'indique pas de propriétés de dangers. Néanmoins, aucune information du fournisseur n'est disponible quant à la quantité d'acrylamide monomère présente dans la formulation du flocculant. Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis un document du fournisseur SNF relatif au flocculant utilisé qui précise que celui-ci contient moins de 200 ppm d'acrylamide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Installation de lavage - assèchement des boues - période 2 et +**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  A partir de la deuxième période quinquennale, le système de traitement par floculation est complété par un système d'assèchement des boues.  Ce système est constitué par deux centrifugeuses installées dans un bâtiment à structure métallique de 7,5 mètres de haut et d'une emprise de 1943 m<sup>2</sup>.</p> <p>Les boues issues de l'installation de lavage des matériaux sont stockées préalablement au traitement par centrifugation dans une cuve de stockage tampon des boues de 12 mètres de diamètre et de 4 mètres de haut soit environ 450 m<sup>3</sup>.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> Il est constaté que le process d'assèchement des boues est constitué d'une seule centrifugeuse de capacité équivalente aux deux centrifugeuses plus petites prévues initialement. Elle permet, selon l'exploitant, de traiter entre 300 et 400 t de boues par jour.  Les boues issues du lavage sont stockées dans une cuve tampon avant traitement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Remblaiement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2012, article 2.4.3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les matériaux extérieurs au site sont déposés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux.  [...]  Dans le cas où des déchets non autorisés (plastiques, métaux, bois...) sont détectés, ceux-ci sont triés et disposés dans des bennes prévues à cet effet.</p>
<b>Constats :</b> Absence de dépôt des déchets sur une aire de réception permettant un contrôle visuel du déchargement.
<p><b>Observations :</b> Le jour de la visite, il est constaté qu'un camion amenant des déblais pour le remblaiement de la carrière a déchargé une grande partie des déblais directement dans la zone de remblaiement, ne permettant pas un second contrôle visuel du chargement.</p> <p>Des bennes sont bien disponibles pour les déchets non autorisés. Elles sont néanmoins éloignées de la zone de remblaiement. Il conviendrait que l'emplacement des bennes soit optimisé afin de faciliter leur utilisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet